



Le dernier repas avant le départ.

« Vous devriez vous habiller rapidement et aller voir. »

J'ouvris de nouveau la fenêtre et je vis sur la place de la gare quelques autos peintes en gris. Je pensais: « Ce sont certainement quelques officiers boches qui ont fui devant leurs hommes et veulent se laisser interner ici. Je vais voir aussi. » En rue je rencontre père qui vint me chercher ; oui c'était bien vrai, l'empereur était arrivé avec sa suite, venant de la Maison Blanche (Witte Huis). Huit autos avec la couronne impériale entourée de « Gott mit uns. » Dieu avec nous, écrit en demi cercle. Les officiers et les chauffeurs se tenaient sur la place pendant que l'empereur se promenait sur le trottoir de la gare en compagnie du commandant de place de Maestricht. Tout le monde put le voir car nous avions tous le nez aplati contre les carreaux de la salle d'attente. Il n'avait pas du tout l'air d'avoir perdu son empire et sa couronne, mais il était parfaitement à son aise : il nous regarda indifférent. Je ne pus croire mes yeux.

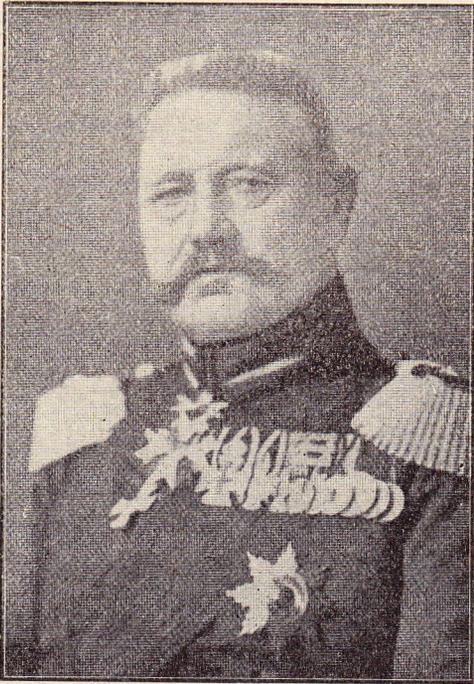
Le voilà l'homme qui a fait trembler la terre pendant vingt ans ! Auprès de moi se trouvait un vieillard un belge qui leva les bras en s'écriant vers le kaiser: « Kamerad ! » Quand j'eus observé le kaiser assez longuement je retournais à la maison pour déjeuner.

Au même moment les autos entrèrent par derrière dans la gare. Quelques belges voyant cela criaient: « Nach Paris, nach Paris ! » Vraiment les officiers et les chauffeurs n'avaient plus l'air ar-

rogant. A 9 heures, le train impérial arriva de Visé. Toute la compagnie y monta. Ce fut seulement dans le courant de l'après-midi que la gare fut isolée par des militaires. Je vais vous raconter maintenant avec précision l'arrivée de l'empereur. J'ai attendu expressément jusqu'à ce que j'en reçus le récit de la meilleure source. Père a parlé avec le receveur des douanes au poste frontière.

Vers 6 heures du matin le sergent de poste vit approcher quelques autos sur la grand'route. Il se plaça au milieu de la rue et cria : « Halt ! » Trois autos s'arrêtèrent, des officiers en descendirent disant qu'ils voulaient entrer en Hollande. « Bien », répondit le sergent, « mais alors je dois vous désarmer, sinon vous ne pouvez pas passer. » D'autres officiers avec d'autres autos attendirent sur la partie de terrain neutre entre les deux postes de douanes. Quand ils virent que les premiers étaient arrêtés, ils s'approchèrent. L'empereur, que des compagnons appelaient « Excellence » s'approcha et dit : « Je veux passer, j'en ai donné connaissance au gouvernement néerlandais. » Mais le sergent, — sergent Pinckens, de Gronsveld — ne se laissa pas éblouir, et quand l'empereur reprit qu'il en avait donné connaissance au gouvernement, il répondit :

« C'est possible, mais moi je n'en ai pas connaissance, et je ne vous laisse pas passer sans vous désarmer. » L'empereur répondit : « Nous, officiers supérieurs, nous ne nous laissons pas désarmer par un sergent ! »



Le général von Hindenburg.

Le receveur arriva sur ces entrefaites : « Alors vous devez attendre jusqu'à ce que le commandant de place de Maestricht soit ici, je le ferai appeler immédiatement. » C'est ce qu'il fit.

Entretiens, monsieur von Hohenzollern put attendre une heure sur la route ; il se promena en long et en large pour se réchauffer. Quand le major néerlandais arriva, l'empereur fit un geste qui semblait dire : « Je suis à votre disposition. »

C'est ainsi que l'empereur fut arrêté par un petit sergent néerlandais !

Le receveur disait à père : « J'avais bien reconnu l'empereur, mais cela ne put rien y faire ; j'étais dans mon droit, je devais faire mon devoir. » Le sergent déclara tranquillement : « Empereur ou pas, s'il avait voulu passer par la violence, j'aurais tiré dessus. »

Crâne, n'est-ce pas ! Mais tous furent néanmoins tout heureux de voir arriver le major néerlandais.

Les officiers paraissaient être pressés au point que l'empereur disait au receveur : « Nous vous laissons ces autos et tout ce qu'elles renferment ; vous pouvez les saisir. » Il est faux de dire que l'empereur paraissait abattu, que les autos étaient couvertes de boue. Ce sont des racontars, l'empereur avait sa physionomie habituelle, bien connue avec ses traits durs, il parla fort à l'aise, les autos étaient très bien entretenues, les guêtres des officiers avaient l'aspect comme si Erdal ne coûtait rien ! Il fut raconté que le kronprinz arrivait aussi, mais ce ne fut qu'un faux bruit. Tout ce que je vous ai écrit est la pure vérité, puisée à la meilleure source. »

On conduisit l'empereur par train spécial à Amerongen, au château du comte de Bentinck. Le village en acquerra une réputation mondiale. Quelques jours après apparut à la frontière hollandaise, le fameux kronprinz. Le « Telegraaf » écrivit :

« Avec le train de Maestricht qui entra exactement à midi dans la gare W. P. à Amsterdam, arriva le kronprinz Guillaume avec une petite suite. Il avait à son usage un compartiment de première classe, le premier lieutenant Van Mullem s'y trouvait également ; il accompagnait le kronprinz à Wieringen. »

La police prit des mesures sévères et tint une espace libre devant compartiment. Le bruit de la présence du kronprinz s'était répandu, parmi les voyageurs, comme une trainée de feu, un grand rassemblement de curieux se pressa devant le wagon ; à travers la vitre ils l'aperçurent habillé d'un complet de sport, coiffé d'une casquette, s'enfonçant profondément dans les coussins rouges. Il tira une cigarette de son étui en or et en absorba la fumée bleue et calmante.

Personne ne fut admis. Nous réussissions grâce à une bonne dose de hardiesse, à prendre place, dans un compartiment de première classe à côté de celui qu'il occupait. Ils n'étaient séparés par un couloir.

Entre la station W. P. et la station C. S. nous eûmes un entretien avec l'homme, dont le nom pendant la guerre avait été maintes fois inséparablement lié aux grandes catastrophes. Ici, dans ce petit espace, dans son complet brun de sport, coiffé de sa grande casquette il ne produisit pas cet effet perfide, que l'on reçoit de lui quand on le voit en uniforme. Il était extrêmement obligeant et nous parla avec un sourire.

Nous lui posâmes plusieurs questions, auxquelles il répondit rapidement.

« Combien de temps pensez-vous rester, ou pense-t-on vous tenir à Wieringen ? »

« Je l'ignore absolument. »

« Vos compagnons de voyage sont des officiers, n'est-ce pas ? »

« Oui, ils ont toujours été auprès de moi. »

« Étaient-ils précédemment de votre état-major ? »

Oui, et pendant la guerre ils sont toujours restés dans ma société. »

« Qui sont-ils ? »

Avant de répondre, le kronprinz demanda :

« De quel journal êtes-vous. »

« Du « Telegraaf ». »

Un mouvement bizarre contracta sa figure, puis il répondit :

« Schon ! Ces messieurs sont : major von Müller, major von Müldner et Ritmeister von Zobelbitz. »

« L'écrivain von Zobelbitz ? »

« Non, de la famille, rectifia le kronprinz. »

« Lisez-vous des livres allemands ? »

« Rapidement. Que pensez-vous de la révolution ? »

Il y a déjà un revirement, mais on doit être prudent dans les prophéties. »

« Quand la situation changera, vous retournerez naturellement ? »

« Quand tout sera sûr, oui, mais quand ? »

Son regard s'étendit un instant sur les prairies gelées.

« Avez-vous parlé à votre père ? »

« Non, je ne l'ai plus vu depuis que j'étais en France »

« Quelle est votre opinion sur les Hollandais ? »

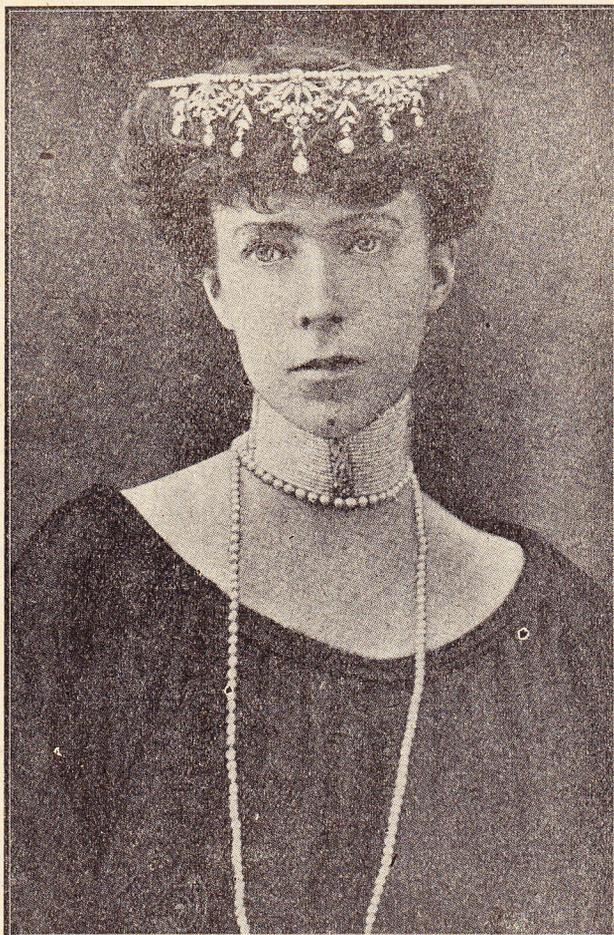
« On a été très prévenant à mon égard. La nourriture est très bonne. »

« Ici on en juge parfois autrement. »

« Tiens ? Eh bien ! Quant à moi cela m'a plu. Mais je suis toujours sobre dans mes repas. Je ne veux pas grossir », dit-il en passant sa main sur sa veste.

Notre entretien fut coupé ici, le train passa sur le viaduc Est, les freins serraient déjà en bruit strident les roues. L'officier hollandais nous pria de cesser la conversation, injonction à laquelle nous obéîmes.

Tel que nous le voyons là, le kronprinz fit incontestablement l'impression d'un homme agréable, d'un personnage affable du monde des sports, d'un propriétaire de Yacht gagnant, qui rit amicalement et cause volontiers aux journalistes qui l'interrogent. Il peut avoir gagné aussi le Prinz-Heinrich-Fahrt, dans sa grande auto-grise.



La Reine Elisabeth " la mésange des tranchées. "

Contradiction violente, cet homme perdit la guerre.

Il est là vis-à-vis de nous : sur la tête saine et brune une casquette de sport, il porte un costume brun avec une poche à la poitrine, d'où sort le coin d'un mouchoir blanc, une chemise bleue du ciel, un col mou et blanc, une fourrure très verte, le tout fait soupçonner un goût abominable ou un départ précipité qui n'a pas permis d'emporter la plus grande partie de la garde-robe princière. Le costume est complété par un pantalon court, des garmaches brunes et des souliers bruns.

Voilà l'ex-kronprinz, sans étiquette, nous causant comme il n'a probablement jamais parlé à un bourgeois ordinaire. Il est vrai que beaucoup de choses sont changées.

Le train stoppe à la gare centrale; de l'autre côté du Perron se trouve le train spécial qui doit conduire l'ex-kronprinz à Wieringen. Il se compose d'une locomotive, d'un tender, d'un wagon à marchandises, d'une grande voiture, premières et deuxième classes.

Les coffres sont transbordés; enfin, monsieur von Hohenzollern Jr. sort du compartiment, traverse le Perron, il nous salue, nous, journalistes en portant la main à la casquette.

La portière du dernier compartiment est tenue ouverte, et Guillaume entre. Il va s'asseoir, les jambes croisées, une légère canne à la main, il fume une cigarette. Parfois il regarde nerveusement ses ongles, souffle la fumée bleue autour de lui, tappe avec la canne sur les genoux, examine de nouveau ses doigts.

Entretemps du café, du lait, des gâteaux sont servis dans un compartiment voisin.

Quand tous les coffres sont chargés, un conducteur allemand demande à une des autorités de la gare :

« Alles fertig ? ».

Quelques instants après le train se met en branle. Wilhelm von Hohenzollern se lève, salue les autorités en enlevant profondément la casquette.

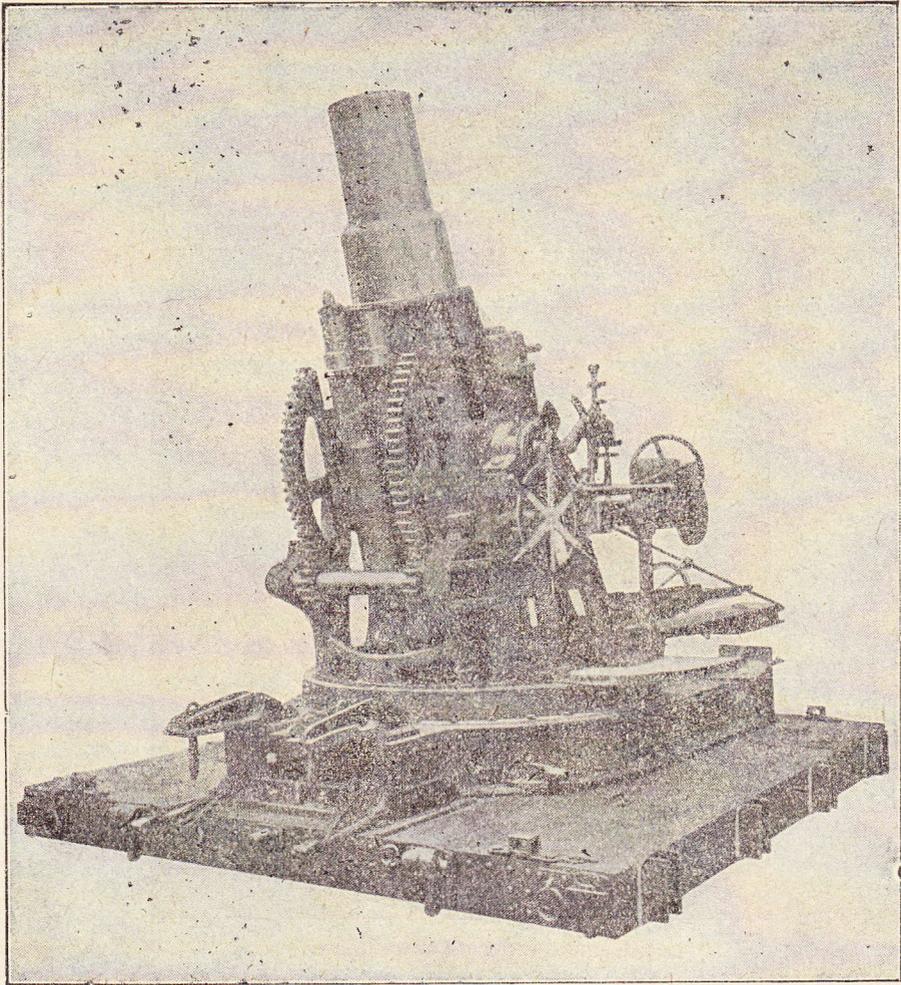
Le train part ainsi dans la direction de Wieringen, où l'ex-kronprinz doit séjourner. »

De Enkhuizen on télégraphia à la même feuille le 21 novembre :

« Dix heures et demi. La grande nouvelle se répand à Enkhuizen, volant de bouche en bouche. « le kronprinz arrive ! » Les précurseurs arrivèrent hier soir avec le train. Cinq officiers allemands, pour passer inaperçus n'en furent pas moins remarqués. Ils dînèrent tous les cinq sans bruit à « Die Poort van Clève. » Le nom de l'hôtel leur rappela visiblement de belles illusions. Ils demandèrent immédiatement un journal allemand. En vain, d'ailleurs ; ils durent se contenter du « Telegraaf », qui se trouvait sur la table de lecture.

Ces messieurs partirent une heure plus tard sur un yacht du service des eaux; ils se rendirent à Wieringen, où ils transportèrent les coffres de l'ex-kronprinz. Depuis lors ils ne sont plus revenus.

Tout à l'heure l'exilé arrivera lui-même, par train spécial à 1 heure 36. Le chef de gare demande à la police d'interdire l'accès de la gare, afin de préserver l'hôte, que personne n'a invité, contre la trop grande curiosité du public. Cette mesure n'est pas



Canon de 30.5.

inutile car tout le monde à Enkhuizen s'accoste aujourd'hui en disant : « Allez-vous voir le kronprinz? »

Le chef de gare a reçu ordre de la direction supérieure de desservir lui-même le train et de veiller à ce que pendant la présence de l'ex-kronprinz personne, pas même un membre du personnel, ne se trouve sur le quai. La vente des coupons et des tickets d'entrée avait été suspendue pendant trois quart d'heure.

« Les voyageurs s'embarqueront immédiatement sur le Yacht, avec lequel ils gagneront Wieringen. »

Voici à ce propos, un télégramme du correspondant de Wieringen :

« L'ex-kronprinz est attendu ici au port ce soir, à 5 heures. Il devra attendre jusqu'à la mer haute qui se produira à sept heures, pour pouvoir entrer au port de Houkes. Il partira ensuite en voiture à Oosterland. Avec lui arriveront ici le major Müller, le commandant Mulder et le Ritmeister von Zobelbitz. L'ex-kronprinz est considéré comme une personne privée, il ne sera pas gardé. Il n'y a pas de bâtiment de marine, ni garde. Il a la liberté de quitter l'île, mais dans son propre intérêt il lui est conseillé d'y rester.

Il est soumis au bourgmestre qui est chef de la police. La réception ne sera pas officielle. Le bourgmestre seul en qualité de chef de la police sera présent à l'arrivée.

Hier soir, trois serviteurs et trois chariots sont arrivés.

Des officiers, qui l'accompagnent l'un d'eux sera hébergé à la cure, les deux autres séjourneront à l'hôtel.

L'empereur n'était pas pauvre. On publia ce qui suit concernant sa fortune.

Par décision du gouvernement révolutionnaire, Guillaume von Hohenzollern seigneur a perdu les biens de la couronne; mais il peut conserver son avoir personnel. Quoiqu'il ne sera pas facile de marquer la juste limite entre les deux fortunes, on peut admettre d'une manière générale que des 90 seigneuries, propriétés, fermes et bois de l'ancienne couronne de Prusse, il n'y a réellement que 7 propriétés de la couronne.

Le château de résidence à Hannover, les châteaux urbains de Stettin et de Cassel ne sont pas des propriétés particulières de Guillaume, mais bien les châteaux Wilhelmshöhe et Lowenburg. Il a encore d'autres propriétés privées à Breslau (le château sur la plaine d'exercices) à Charlottenbourg, Frieienwalde, entre autres, Koningsberg, C. de, Strasbourg, Koningswinterhausen (près de Berlin) Trouvelles, Oominten, Schonhausen (près de Berlin), Schwedt entre autres. Hambourg, Oliva et Coblence. Plusieurs domaines de chasse lui appartiennent encore, entre autres Hubertusstock, Gohrde, Rominten, Springe, Metzlingen et Gevresgarten. Domaines particuliers sont encore les châteaux de Benrath, Gadingen et le château à Brühl.

La liste civile de la couronne était en 1840 de cinq millions de thalers. Quelques années avant le gac-



Un avion en reconnaissance.

re de 1870, elle s'élevait à quinze millions de marks. A ces quinze millions, furent ajoutés, après la guerre Franco-Prussienne, 4 1/2 millions, comme don de guerre de l'empire Allemand à Guillaume I.

Il est établi aussi qu'il resta après la mort de Guillaume I, 80 millions en or. 20 millions en furent reconnus au trésor de la couronne, le reste fut partagé entre les enfants du premier empereur Allemand.

Guillaume II, en dehors des biens de la couronne, ne reçut que bien peu à la mort de son père. Il est vrai que Johannes von Miquel avait découvert certain jour, que deux terrains, que l'on avait pris pour domaines d'Etat, appartenaient à l'empereur, Guillaume II reçut de l'Etat — 10 millions de marks — la bibliothèque royale et le vieux Opernhaus royal bâtis sur ce terrain. Cette somme fut dépensée en grande partie pour l'établissement du Marsfall.

La fortune liquide actuelle de l'ex-empereur est estimée à 20 millions, le rente s'élève à 900,000 fr., l'argent est placé dans différentes banques à 4 1/2 pour cent.

Les derniers jours avant l'armistice à Malines, à Bruxelles et à Anvers.

La patience fut soumise à une rude épreuve à Bruxelles et dans toute la Belgique occupée.

Quand signerait-on l'armistice ?

On sentit que le fardeau s'était allégé depuis le 1 novembre.

On entendit partout des chants patriotiques.

Le 8 la nouvelle de la révolution en Allemagne se répandit rapidement à Bruxelles.

Cette révolte eut immédiatement sa répercussion sur les troupes de la Capitale et d'ailleurs. Les officiers perdirent brusquement leur autorité : on vit des soldats les croiser et s'en moquer.

Le prince Ruprecht de Bavière a quitté l'hôtel Barbanson, dont il avait pris possession avenue Louise, et s'est transporté avec son état-major dans l'hôtel du comte de Meeus, place Stéphanie.

Quelques heures plus tard, il est arrivé, tout fiévreux, chez le marquis de Villalobar, rue Archimède.

— Excellence, lui a-t-il dit, je ne me sens plus en sûreté parmi mes soldats. Voulez-vous me donner asile ?

— Oui, a répondu le ministre d'Espagne, si vous courez un danger, et à condition que vous cessiez, dès l'instant où vous franchirez le seuil de la légation, de faire acte de chef d'armée. »

Le prince est rentré à l'hôtel de Meeus. On sait, par des indiscretions venues de son entourage, qu'il hésite à prendre une décision.

Oui, l'hésitation était grande, parmi les autorités supérieures. Ce qui arriva, leur parut incroyable, impossible. Leur pouvoir s'effondra soudainement... le pouvoir militaire Allemand ! la discipline Prussienne !

Malines aussi eut dès le début d'octobre le bien-faissant pressentiment que la délivrance approchait.

On montrait même un peu trop de hâte dans les manifestations de bonheur.

Ainsi nous lisons dans le livre « Les Allemands à Malines » de Frans Verhavert :

« La joie était déjà grande parmi la population, quand elle apprit le jeudi 10 octobre, à l'archevêché, par l'intermédiaire de monsieur Francqui, directeur général du comité national, et de son Excellence Van Vollenhoven, ambassadeur néerlandais à Bruxelles, que l'Allemagne avait accepté les conditions de paix de l'Amérique.

En 1914, le cri « guerre » traversa comme un éclair la ville de Malines ; de même aujourd'hui, le cri « paix ! la guerre est finie ! » ne fut qu'une traînée de poudre. Le peuple jubilait, dansait, ou s'embrassait ; la joie était à son apogée. Une foule immense se pressa sur le marché et sur le Bruel. Que sera-ce quand on en recevra dans quelques jours, la confirmation officielle !... »

Cette joie ne se fit pas attendre quelques jours après la réponse de l'Amérique, était connue à Malines.

Le 13 octobre une solennité impressionnante eut lieu à l'église St-Rombaut. A 2 1/2 heures, un salut pontifical fut chanté par son Eminence, pendant lequel le Révérend Chanoine De Weerdt prononça quelques mots de bienvenue à plus de mille réfugiés de Roulers et des environs, tous réunies à l'église. Après le salut, ils furent reçus en audience au palais archiepiscopal, où le cardinal vénéré, et monsieur le doyen de Roulers leur adressèrent des paroles de consolation et de réconfort. Après que Son Eminence leur eut donné sa bénédiction, leur fut remis à tous, un souvenir de cette solennité. Une partie de l'armée en retraite des Flandres, prit ses quartiers dans la ville.

Ce spectacle en disait plus que les plus longs communiqués.

Oui, c'était le commencement de la fin.

Le petit séminaire, le collège St-Rombaut, le pensionnat Scheppers, l'Athénée, les couvents, d'autres bâtiments, encore furent transformés en lazarets. Un fleuve de blessés inonda la ville.

La gare de Muysen était trop petite pour tous les wagons de matériel, de provision, de butin de guerre.

Des soldats exigèrent du logement chez les civils. Les officiers se comportaient encore comme si rien n'était changé, comme si leur pouvoir était encore illimité.

Dans beaucoup de maisons des pans de murs furent abattus, pour faire communiquer des chambres, même pour pouvoir se rendre chez les camarades des maisons voisines. Sans s'occuper de personne et sans rendre compte à personne ils jouaient encore les maîtres », écrit Verhavert.



Des Canadiens au front flamand.

« Le jeudi 31 octobre, la liberté fut rendue en Allemagne à beaucoup de prisonniers politiques. Parmi ceux-ci se trouvaient messieurs les RR. Chanoines. Loncin et Vrancken, secrétaires de Son Eminence Mgr Mercier; le R. Chanoine Appelmans, resta encore captif, pendant quelques jours. On devine la joie à leur arrivée.

Il y avait cependant encore des sujets d'inquiétude.

On entendit le canon des Flandres. La guerre continuait, s'approchait.

Est-ce que Malines tomberait de nouveau sous le feu ?

Qui ne se rappelait les jours terribles de 1914, le bombardement violent, dont la belle et respectable ville portait encore les profondes blessures ?

Puis fut répondu la proclamation d'Ebert :

« Citoyens !

Le jour d'aujourd'hui a rendu l'entière liberté à notre peuple. Le parti des social-démocrates a pris le pouvoir. L'entrée dans ce gouvernement sur pied d'égalité et de justice a été offerte aux représentants du peuple. Restez fidèles à la nation Allemande et à sa langue. Nous travaillons la main dans la main avec les ouvriers et leurs délégués. Dans peu de temps vous recevrez régulièrement des ordres.

(s.) Le conseil des Soldats. »

A Malines aussi, les soldats formèrent un conseil, qui prit l'autorité en main.

Von Arnim était ici. C'était le commandant bien connu du IV corps d'armée, qui avait tenté vainement de passer l'Yser et l'Yperlee.

Von Arnim prépara à l'hôtel de ville des ordres. Mais le conseil des soldats avait déjà fait la même chose.

Un échevin demanda à Von Arnim, qui était le maître, lui ou le conseil des soldats ?

Le général haussa les épaules et partit. Il sentit bien que son pouvoir était brisé, il quitta bientôt la ville, lui et son état-major.

Le Conseil des Soldats informa la population du changement de pouvoir. Il assura que les troupes quitteraient la Belgique, mais en attendant il exigea du calme et de l'obéissance.

Nous arrivons ainsi au 11 novembre. Verhavert écrit dans son ouvrage, déjà cité :

« Dès que la nouvelle de l'armistice fut connue officiellement en ville, les habitants du cimetière St-Rombaut, du Marché aux Laines et de la Tour, furent témoins d'un spectacle remarquable, qui ne s'effacera pas facilement de la mémoire : les soldats de la compagnie allemande logée dans la Poste, apportaient des sacs, des fusils, des masques à gaz et d'autres matériels de guerre, provenant de la caserne proche des carabiniers, ils dansaient autour

du brasier le brassard rouge au bras et buvaient ivres de joie... Puis commença une vente publique. Tout fut vendu à des prix dérisoires.

Les mêmes scènes se reproduisirent un peu partout dans le territoire de la Belgique occupée.

Le drapeau national fut hissé à la tour de Saint Rombaut, vers 3 heures de l'après-midi ; l'enthousiasme était à son comble ; un vacarme étourdissant monta de toutes les poitrines, des cris de « Vive la Belgique ! Vive le Roi ! » retentirent sans discontinuer dans les rues. Ce fut une jubilation, on agita les chapeaux, les mouchoirs, répétant mille fois « Vive le Roi ! Vive la Belgique ! Vivent nos vaillants héros ! »

Oui, la révolution allemande eut son contre-coup en Belgique.

Bruxelles était dans l'attente.

Bruxelles, 7 novembre. — Bruxelles n'est plus qu'un fourmillement de chariots, chevaux, autos, fourgons, uniformes gris. Cela va, vient, court vers des buts inconnus ou se traîne péniblement à l'aventure. Pas un mot, pas un geste. Tous ces soldats s'en vont comme ils sont venus : abêtis, ils n'ont plus la prestance de 1914 — ah ! fichtre non ! — mais ils ont la même passivité : « ich muss ! » (Je dois) (1). Pas une tristesse, pas une révolte ; ils tapent fort sur leurs chevaux s'ils sont pressés ; ils les laissent aller s'ils ont le temps ; ils ne sont, encore et toujours, que les outils de la guerre, les petits rouages obéissants de la grande machine à tuer le monde.

Peut-être un jour prochain, redeviendront-ils des hommes et sans doute, alors, ce sera terrible... On en a l'impression quelquefois, quand ils regardent leurs officiers.

Dans les rues écartées, dans les recoins des chaussées de faubourg, ils brocantent. ils tirent de leurs chariots de l'avoine, du sucre, de la farine, des souliers : un rapide marchandage, et le contenu du ballot ou du sac est dispersé.

Désertent-ils ? Battaient-ils en retraite ? On ne sait.

Aujourd'hui, 8 novembre, on a vu, pour la première fois, défilé des compagnies de pillards en ordre de marche, la bretelle du fusil autour du cou, le dos ployant sous des sacs gonflés de dépouilles. Presque tous de très jeunes gens : le vol n'attend pas le nombre des années ; ils ont ça dans le sang. Un chariot passant à la chaussée de Louvain contenait deux pianos, deux cochons vivants, une table de nuit et des lampes. Les camions remplis de foin sont très nombreux ; comme ils laissent tomber des gouttes de sang sur le pavé, on est en droit de croire que le foin recouvre du bétail fraîchement tué. Ils vendent des autocycles de 20 à 40 frs, des chevaux de 250 à 500 frs., une capote neuve, 30 frs. ; un casque de tranchée, 2 frs.

Samedi, 9 novembre. — Les cas d'insubordination se multiplient. Plus un soldat ne salue un officier. Vu cette scène entre cent autres analogues : un soldat ricane au passage d'un lieutenant ; ce dernier le morigène ; l'explication se gâte ; l'officier montre son revolver ; le soldat tire sa bayonnette ; tous deux se menacent ; l'officier abandonne la partie ; le soldat reste maître du terrain. L'officier aperçoit deux sous-officiers qui passent et leur enjoint de désarmer le soldat : ils lui rient au nez et lui conseillent de ne pas insister. L'officier s'éloigne « d'un pas d'airain. »

Nous apprenons que l'Empereur vient d'être jeté à la hotte comme un meuble hors d'usage. La dynastie des Hohenzollern a vécu : la race scélérate est mise hors d'état de nuire. La tragédie Shakespearienne finit par une culbute de clown. Des soldats allemands chantent la « Marseillaise » : le jour de gloire est arrivé !

On arrivait ainsi au dimanche.

(1) Pourquoi pas pendant l'occupation.

J'ai vu aujourd'hui l'effondrement du régime impérial et la fin du militarisme prussien. Quelle journée ! et, en quelques heures, quelle série d'événements inimaginables il y a trois jours à peine !

Vers 9 heures et demie du matin, une troupe de soldats bavarois revenant en bon ordre du front apparaît, drapeau en tête, avenue Louise. Elle s'y arrête, la tête de la colonne se trouvant à peu près à hauteur de l'hôtel, occupé par le prince de Ruprecht de Bavière. Le long de cette troupe est alligné un énorme charroi arrivé avec elle : camions, voitures, fourgons de tous genres et de toutes dimensions. A peine, cette double colonne est-elle arrêtée, qu'on voit sortir de l'hôtel de Meeus un officier d'état-major du prince, lequel vient causer avec des officiers de la brigade ; au bout de quelques instants de conversation, ces officiers, au nombre d'une dizaine, suivent l'officier d'état-major et pénètrent dans l'hôtel ; quelques minutes plus tard, le même officier d'état-major revient dans l'avenue, rassemble les sous-officiers, au nombre de trente environ, de la brigade bavaroise et les introduit à leur tour chez le prince Ruprecht. Que se passe-t-il ? Les soldats, laissés à eux-mêmes, se montrent très intrigués.

L'entrevue chez l'altesse royale dure un quart d'heure ; puis, tous sortent et s'éparpillent le long de la brigade pour expliquer aux hommes que le prince Ruprecht leur fait demander s'ils ne voient pas d'inconvénients à ce qu'il rentre avec eux en Bavière !

Cette communication met toute la colonne en ébullition. Les soldats répondent :

« Cela nous est indifférent ! Qu'il vienne avec nous s'il a peur de rester ici ! »

Mais la communication a eu, tout de suite, un autre effet : celui de faire comprendre à ces soldats, à qui leurs chefs ont donné jusqu'ici, Dieu sait quelles explications du mouvement de retraite de l'armée allemande, que la partie est perdue. Et aussitôt, tous se débarrassent de leurs fusils et de leurs sacs et les jettent, les uns avec colère, les autres avec satisfaction, dans les fourgons arrêtés près d'eux. Et ils se remettent en marche comme ça, sans se préoccuper davantage de ce que fera leur prince héritier. (1)

Quelques heures plus tard, le bruit se répand que Bruxelles est depuis midi aux mains d'un pouvoir révolutionnaire issu des formidables événements qui ont bouleversé l'Allemagne, entraînant dans la débâcle du régime militariste celle de la dynastie des Hohenzollern tout entière.

Le drapeau rouge a été arboré ce matin dans deux casernes ; les officiers n'ont pas osé le faire enlever et, cet acte d'indiscipline ayant été immédiatement signalé par téléphone aux bureaux du gouvernement général, rue de la Loi, la communication n'a eu d'autre effet que de déterminer la fuite en auto de plusieurs hautes personnalités allemandes vers des destinations inconnues. Le gouverneur général von Falkenhäusen est introuvable. Sans doute a-t-il été le premier fuyard. Un « Conseil d'ouvriers et soldats » s'est constitué et il a substitué sa volonté à celle de la « Kommandantur » dissoute.

Vers 1 heure, des cortèges de soldats se forment dans les principales rues du centre. Plusieurs milliers d'hommes y participent et leur exemple entraîne beaucoup d'hésitants. Précédés de bannières rouges aux hampes desquelles ils ont accroché des

bouquets blancs de chrysanthèmes, les soldats se dirigent par les boulevards vers la prison de Saint-Gilles, où ils délivrent les déserteurs et les détenus politiques. Ils chantent et rient. Ils sont accompagnés par une multitude de badauds stupéfaits de la tournure que prennent les événements. Pendant que ce cortège parcourt la ville, des automobiles dans lesquelles ont pris place les rebelles sillonnent les principales rues, promenant le drapeau rouge. Vers 3 heures règne, du côté de la gare du Nord, une animation fiévreuse. Des chariots militaires revenant du front par étapes sont fleuris ou ornés de feuillage. Certains arborent de minuscules drapelets aux couleurs... françaises et belges. Il n'en faut pas plus pour exciter l'enthousiasme du public. Précédée du drapeau belge et du drapeau français balancés au-dessus des têtes, la foule se forme en cortège et se dirige vers la Bourse en chantant la Marseillaise et la Brabançonne. Les soldats allemands laissent faire et s'amuse même de cette explosion de joie patriotique. Enhardis par leur succès, les manifestants poursuivent leur marche vers la Bourse, entraînant à leur suite un grand nombre de bourgeois en promenade qu'exaltent la vue des couleurs nationales librement déployées.

Quand les manifestants reparaissent boulevard Anspach, après avoir fait un crochet jusqu'à la Grand' Place, des habitants s'enhardissent à paviser leurs fenêtres. Un immense drapeau tricolore arboré au faite de l'Hôtel Continental est salué par les acclamations de la foule. Le mouvement est donné et ne fera que croître. A la plupart des balcons, on voit apparaître des hommes, des femmes, des jeunes filles qui agitent joyeusement des drapeaux belges, anglais, américains et français.

Place Rogier une automobile allemande s'arrête au milieu de la cohue et un officier allemand, debout à l'avant imagine d'haranguer ses compatriotes :

« La révolution, dit-il, a éclaté en Allemagne ; le pouvoir est aux mains du Conseil des travailleurs et des soldats. La guerre est terminée. Il faut que les soldats allemands se montrent bons et aimables pour les Belges. Ils ne doivent plus prendre les armes. Si des officiers veulent les y contraindre, ils doivent déposer les armes. Vive la république ! » Des soldats applaudissent, et l'automobile démarre pour aller porter ailleurs le mot d'ordre.

Le comité révolutionnaire prend d'assaut, avec le concours d'une bande de soldats résolus, les hôtels ministériels.

Les sentinelles qui gardent les bureaux du gouvernement général sont désarmées, la « Kommandantur » est envahie, le drapeau rouge est hissé au balcon. Quelques minutes plus tard, deux drapeaux rouges flottent à la façade du palais de la Nation. Des soldats apparaissent maintenant au balcon du Palais de la Nation et de la même place où, le 4 août 1914, M. de Broqueville lança ses paroles enflammées, ils annoncent, eux, que le pouvoir militaire allemand qui siégeait à Bruxelles est aboli, qu'un Comité de travailleurs et de soldats a pris sa place, que les soldats allemands déposent les armes et que le Comité affichera ce soir une proclamation sur les murs de Bruxelles.

Un autre orateur, en vêtements civils, ajoute en français :

« La censure est supprimée. A partir de ce soir, les journaux belges peuvent paraître librement. »

Des soldats applaudissent, poussent des hurrahs, arrachent de leurs tuniques, tous les signes distinctifs cocardes et numéros de régiment. Plusieurs jettent sur le pavé leur ruban et leur croix de fer.

Un peu plus tard, des bandes parcourent les rues en chantant et en dansant. Des soldats arrêtent les officiers, leur arrachent les épaulières, leur enlèvent leurs épées. Les officiers ne résistent pas ; ils se rendent compte que ce serait vain. J'en ai vu un, à cheveux grisonnants, qui avait de grosses larmes

(1) On a su deux jours plus tard qu'il hésita à rentrer en Bavière et qu'il se réfugia chez le marquis de Villalobar quelques heures après le départ des troupes bavaroises. Il pria le ministre d'Espagne de solliciter pour lui du « Conseil des ouvriers et soldats », qui venait de prendre à Bruxelles la succession du Gouvernement générale allemand, un passe-port pour la Hollande. C'est là qu'il chercha asile incognito.



Un bataillon d'Écossais en marche

aux yeux de devoir subir cette dégradation. Des automobiles militaires sont arrêtées par des soldats, qui en expulsent les officiers supérieurs et y prennent leur place.

D'autres parcoururent la ville en dansant, en chantant.

Les civils ne témoignaient pas moins d'entraînement.

Le soir on fit un feu de joie avec deux kiosques de journaux sur la place de Brouckère.

Oui, c'était la révolution. Mais quelle tournure prendrait-elle ? Dans plusieurs quartiers on entendit déjà des coups de feu et la foule s'encourut éperdue. Au coin du boulevard Anspach et de la place de Brouckère, se trouvaient des mitrailleuses, qui crépitaient de temps à autre, les balles sifflaient et brisaient des glaces.

Des officiers furent assassinés, des rouges vinrent en contact avec les partisans de l'empereur.

Des baraques étaient établies contre les murs de la Poste : la populace les démolit, y mit le feu, et dansa autour du brasier en criant : « A bas les Allemands ! »

Une mitrailleuse crépita également à la gare du Nord, deux civils y furent mortellement blessés. Le peuple s'enfuit pris de panique.

Le comité des ouvriers et soldats avait entre-temps mandé le faisant fonction bourgmestre.

M. Lemonnier a répondu aux délégués que, vu les troubles, sa présence est nécessaire à l'hôtel de ville ; qu'au surplus le gouvernement allemand a disparu et que l'autorité communale n'a pas à en reconnaître un nouveau, dont on ignore les origines et la composition.

Quelques temps après eut lieu une réunion dans une maison de la rue Ducale, où habitait le baron

von der Lancken. Celui-ci était le chef de la division politique.

Là se réunirent, messieurs de Villalobar, ambassadeur d'Espagne, van Vollenhoven, ambassadeur Néerlandais et Francqui, président du comité national. Ils y rencontrèrent le baron von der Lancken, le comte von Molkte, comte Rantzau, Schaible, gouverneur des Flandres, Hamiel, gouverneur de la Wallonie et d'autres Allemands, qui hier encore jouaient les premiers rôles, mais maintenant avaient déjà échangé leur uniforme contre un costume civil, voulant éviter ainsi d'être reconnus à la rue par les soldats.

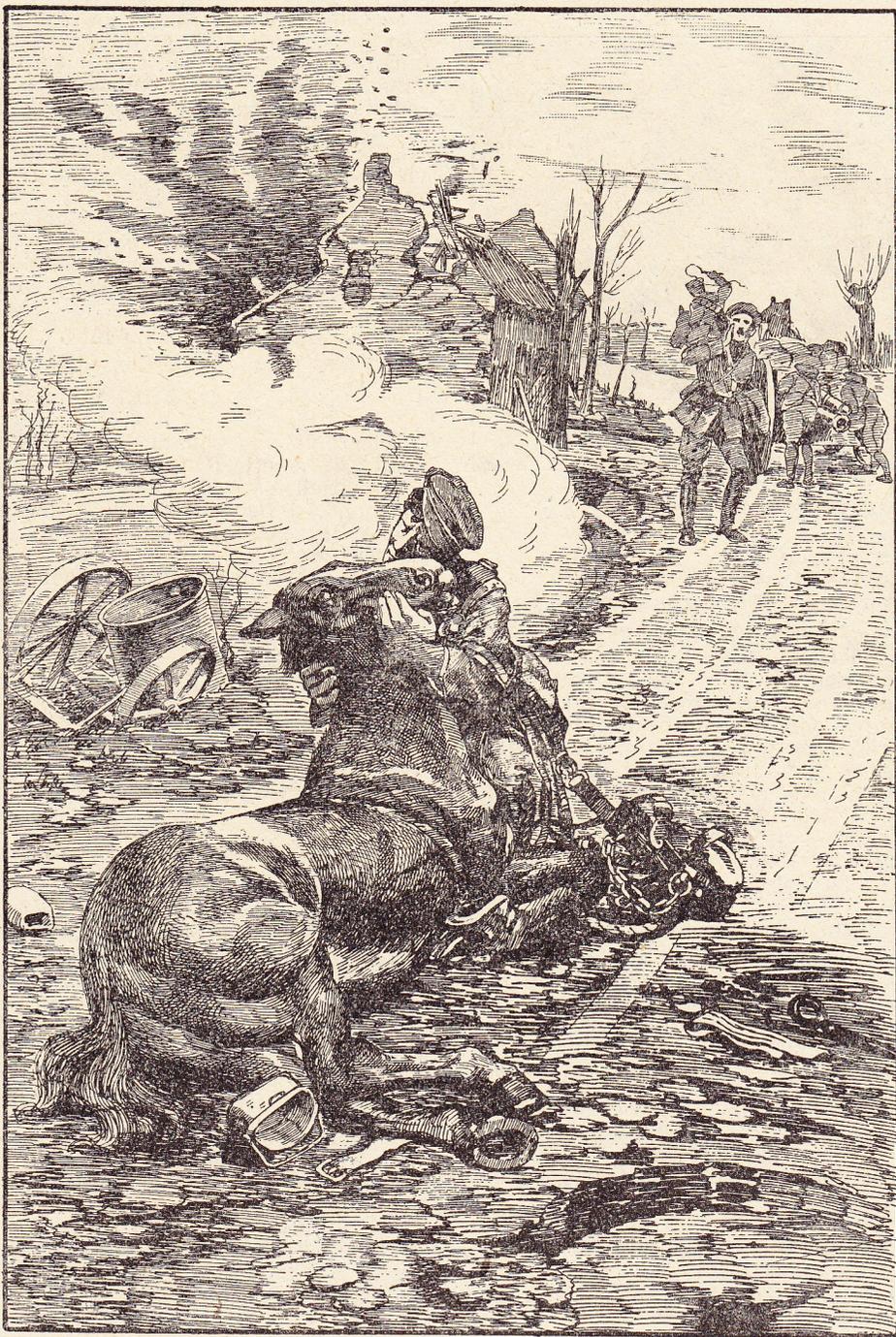
Que devait-il se passer dans leur for intérieur ? Schaible portait encore l'uniforme, mais sans épaulettes.

Un Allemand en civil entra.

Il s'appelait Einstein ; il était jusqu'à la veille, un employé subalterne du gouvernement Allemand-Wallon, à Namur. Hamiel y était son grand maître, mais les rôles étaient changés.

— Je suis, dit-il, en s'adressant à MM. de Villalobar, van Vollenhoven et Francqui, membre du Conseil des ouvriers et des soldats, dont le président est un médecin militaire allemand de Gand. Mon sentiment était que nous devions aller chez vous, pour ne pas vous déranger, mais von der Lancken (Einstein le désigne du doigt, sans l'appeler ni le baron ni monsieur) m'a fait remarquer qu'ici vous trouveriez tout le monde et que les affaires se régleraient plus vite. C'est pourquoi je me suis permis de vous convoquer. »

Après ce préambule, Einstein se redresse et lit d'une voix forte, en promenant un regard circulaire et courroux sur les Molkte, Rantzau et autres, qui se tiennent là, rangés en ligne.



Les Anglais ont pour leurs chevaux une grande amitié. (Episode de la guerre).

Cet abominable régime impérial a pris fin. A l'oppression et à la tyrannie qu'il a si longtemps fait peser sur la Belgique, le Conseil des ouvriers et des soldats entend faire succéder dès aujourd'hui un régime d'humanité et de loyauté. Les soldats allemands ne demandent qu'à quitter au plus vite la Belgique. Qu'on les laisse partir et qu'on tâche, de part et d'autre, d'éviter les conflits ! J'ai été chargé par mes camarades du Conseil des ouvriers et des soldats de demander si l'une ou l'autre mesure ne s'impose pas dans l'intérêt du ravitaillement de la Belgique, pendant la période d'évacuation.

« Le marquis de Villalobar répond :

« Le ravitaillement de la Belgique est organisé par le Comité National ; il suffit que vous donniez

des instructions, afin que l'action du Comité National ne sorte nulle part entravée, tout spécialement en ce qui concerne la libre circulation de ses allèges. »

Einstein s'incline en signe d'acquiescement et, se retournant vers le comte von Moltke qui est là, vêtu d'étranges nippes, il lui dit :

« Allez au téléphone, appelez le général de la Kanal-Direktion et dites-lui que je donne ordre qu'il soit fait conformément au vœu qui vient d'être exprimé ! »

Il ajoute, en regardant, à nouveau fixement ses compatriotes :

« Le Comité des ouvriers et des soldats est, à présent, le maître, et il entend que des ordres soient exécutés sur-le-champ. L'oppression odieuse dont



Troupes coloniales anglaises.

cette population a souffert doit cesser. Tous les civils belges, arrêtés et emprisonnés pendant l'occupation, ont, sur mes ordres été mis en liberté.»

M. Francqui intervient à ce moment et dit :

« La recommandation que Son Excellence le ministre d'Espagne vient de faire est d'autant plus utile qu'au cours de ces journées troublées, les services du Comité National n'ont pas pu fonctionner avec la régularité nécessaire. Contrairement aux conventions, des wagons transportant des vivres du Comité National ont été réquisitionnés en province par l'autorité Allemande et il en est résulté de grosses difficultés dans le ravitaillement des populations. J'apprends à l'instant, par mes services, que cela vient encore de se produire en gare de Namur »

A ces mots, Einstein se dirige menaçant vers le gouverneur de la Wallonie, ce Haniel dont hier encore il n'était qu'un très subalterne employé, et il lui hurle en lui montrant le poing :

« Monsieur, je suis très étonné de ce que le président du Comité National vient de dire. Pourquoi n'avez-vous pas exécuté mes ordres ? Prenez note de ceux que je vais vous donner ! »

Et, tandis que la bande des barons et des comtes écoute, sans souffler mot, l'ex-gouverneur Haniel tire avec humilité un carnet de sa poche et prend docilement note des indications qu'Einstein lui dicte.

Le lendemain, une réunion du Conseil eut lieu à l'hôtel de ville pour prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre.

Au dehors, des citoyens exaltés manifestaient; ils exigeaient que le drapeau national fut arboré.

Le conseil communal s'y refusa et exhorta au calme. Il était d'ailleurs plus prudent d'attendre jusqu'à ce que le pouvoir légitime fut revenu.

Pourquoi, provoquer les soldats ? Il y avait déjà assez de rencontres.

On dut encore avoir un peu de patience. La révolution put avoir des conséquences terribles. Le Conseil des soldats adressa une proclamation au peuple conçue en ces termes :

A la population de Bruxelles,

La République Allemande et le Conseil des soldats, qui la représentent à Bruxelles, adresse, à la population belge ses saluts fraternels. Le versement insensé de sang est fini. Qu'on maintienne le calme !

Il est une stricte nécessité que les locaux publics restent fermés de 5 heures de l'après-midi, jusqu'à 10 heures du matin.

La commission de sûreté du Conseil des soldats s'occupera à veiller à ce que cette mesure nécessaire soit respectée. Tout sera fait pour le bien des habitants. Le ravitaillement de la population reste comme auparavant, le ravitaillement de l'armée allemande de même.

Le Conseil des soldats se porte garant pour la vie et la propriété de toutes les personnes, sans exceptions de nationalité.

Dès jours seulement nous séparant de la paix !

Le Conseil des soldats se porte garant pour la vie et la propriété de la population belge. Il promet son appui pour effectuer paisiblement l'évacuation de leur pays.

Bruxelles, le 10 novembre 1918.

Le Conseil des soldats,

(s.) FREUND premier président.

Télégramme du Conseil des soldats au gouvernement Allemand, à Berlin :

Le Conseil des Soldats a adressé au gouvernement Allemand, à Berlin, le radiotélégramme suivant :

« A Bruxelles, a été constitué cet après-midi, le Conseil des Soldats pour Bruxelles. Le gouvernement et la Kommandantur se sont placés sous les ordres du Conseil des Soldats. Celui-ci a repris le contrôle de toutes les administrations militaires et civiles. La chose s'est effectuée d'une manière générale dans l'ordre. Le drapeau rouge flotte à l'hôtel de l'administration du gouvernement général.

Le Conseil des Soldats à Bruxelles,

S. FREUND. »

Proclamation du Conseil des Soldats, aux militaires :

Soldats, Camarades et Compagnons !

A la suite du bouleversement qui vient de se produire en Allemagne et a provisoirement abouti à la Constitution des Conseils des ouvriers, soldats et paysans, et à la proclamation du gouvernement autonome, les soldats de Bruxelles ont constitué leur Conseil des Soldats. Nous envoyons à notre partie révolutionnaire le salut des fidèles camarades. Nous nous engageons à maintenir la communication entre le front et la partie, dans le sens des idées du nouveau gouvernement. Nous assurons la démobilisation des troupes et nous hâterons l'exécution par tous les moyens dont nous disposons, mais il faut, pour obtenir ce résultat, que l'ordre et la discipline soient observés de la façon la plus stricte. Les ordres du Conseil des Soldats doivent être exécutés à la lettre. Tous ceux qui reconnaissent le nouvel ordre des choses, seront les bienvenus dans nos rangs. Chacun continuera à remplir les fonctions dont il avait jusqu'ici la charge. Tous les abus seront abolis. Vous serez mieux ravitaillés, mieux logés et vous aurez le maximum de facilités pour rentrer en Allemagne.

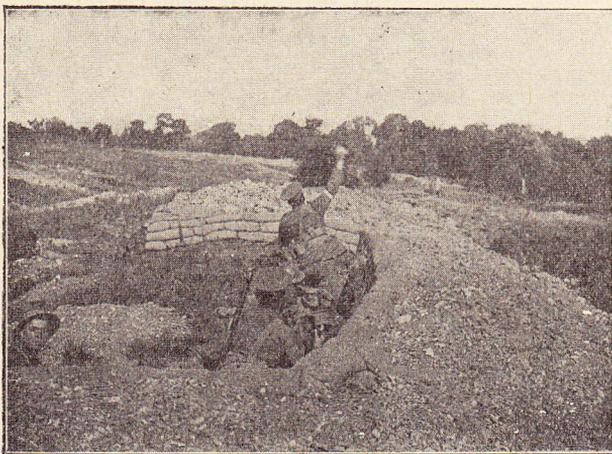
Vive le Conseil des Soldats de Bruxelles ! Vive la République Allemande ! Vive la paix !

(s.) FREUND,

Premier Président du Conseil des Soldats.

Aux soldats qui arrivèrent on conseilla d'envoyer deux délégués au Conseil des Soldats, si on avait l'intention de se rallier au nouveau régime. Des conseils durent être nommés dans toutes les divisions, ils envoyaient des délégués au Conseil des Soldats à Bruxelles, rue de la Loi, 8.

Le salut militaire n'était plus obligatoire. L'obéissance était due uniquement pendant le temps d'exercices. Une commission de démobilisation fut nommée. C'étaient les décisions du 10 novembre. L'armistice n'était pas encore signé.



Des lanceurs de grenades anglais.

De nouvelles conversations eurent lieu chez von der Lancken. Einstein y affirma qu'une auto avait été envoyée à Vilvorde, pour servir le ministre d'Etat Colleaux. Une autre chercherait le bourgmestre Max en Allemagne.

Monsieur Colleaux était accusé d'entretenir des relations avec le gouvernement du Havre. Ce service d'information fut connu en mars 1918. Monsieur Colleaux fut arrêté ; le procès eut lieu à Anvers. Il fut condamné à mort, mais gracié, il fut enfermé à Vilvorde. En même temps que lui, on délivra tous les prisonniers.

A cette réunion où Einstein était le maître, monsieur Lemonnier se plaignit des coups de feu, tirés dans les rues. Un agent de police avait reçu une balle dans la jambe, plusieurs civils avaient été blessés à la Bourse. La population était cependant calme et manifestait uniquement sa joie.

Einstein donna ordre de ne plus se servir d'armes, les manifestations du peuple ne pouvaient être considérées comme les actes hostiles. Il déconseilla d'arborer le drapeau ; ceci aigrit beaucoup de soldats.

Monsieur Lemonnier répondit, qu'il ne donnerait pas ordre de rentrer les drapeaux, quoiqu'il considérait cette exhibition comme étant prématurée. A la gare du Nord, il y eut des combats entre des soldats restés fidèles au régime et les révolutionnaires. On échangea des coups de fusils. Les impérialistes se retranchèrent dans les cafés de Van Hamme et Regent, d'où ils firent feu sur les rouges, à travers les fenêtres. Les impérialistes se rendirent mais la lutte recommença ailleurs ; sur les boulevards, à la Bourse, dans les cafés.

Dans le brouhaha, des soldats ivres cherchaient dispute aux civils et les provoquaient ; on n'était pas en sûreté dans les rues. Les cafés furent fermés le soir et le calme revint vite. La vente de l'alcool fut défendu par le gouverneur, monsieur Beco.

Le collège échevinal établit la garde civique, comprenant les citoyens de 21 à 50 ans.

Les Allemands firent rentrer les drapeaux.

Avant l'armistice, des représentants de Bruxelles, se rendirent au Grand Quartier Général. Celui-ci était établi, partie à Beernem, partie à Lophem.

Beernem est un village agréable situé dans la Flandre Occidentale entre Bruges et Gand. On y avait établi plusieurs services, à proximité de la commune ; dans une prairie étaient plantés les hauts poteaux de la télégraphie sans fils.

Des autos et des motocyclettes dirigèrent dans tous les sens.

Le Roi était toujours le chef du groupe d'armées des Flandres, au sujet duquel parut le communiqué suivant :

« Le groupement des Flandres, qui se trouvait à l'aile gauche des alliés, déclencha l'offensive du 28 septembre jusqu'au 14 octobre 1918.

Pendant l'offensive du 28 septembre, le groupement des Flandres se composait d'une armée Franco-Belge ; sous le commandement du général Gillain, chef de l'état-major général de l'armée Belge, de la 2e division Anglaise, sous le commandement du général Plumer.

Quand l'attaque du 14 octobre commença, un grand nombre de divisions Françaises et Américaines furent ajoutées aux troupes Belges et Britanniques.

Pendant la deuxième phase de l'offensive, le groupement des Flandres se composait de : toute l'armée Belge, sous le commandement du Général Gillain, de la 6e armée Française, sous le commandement du général Boissoudy, et de plusieurs divisions Américaines, qui furent jointes à l'armée Française. Le groupement des Flandres était placé sous le commandement du roi Albert. Le Roi avait comme chef d'état-major, le général Degoutte, ancien commandant de la 6e armée Française, qui, le 18 juillet, à la tête de ses magnifiques divisions, chassa la 7e armée Allemande du général von Boehm, de la marne à Château-Thierry et le rejeta le lendemain jusque derrière la Vesle.

On sait que presque toute l'armée Belge (10 des 12 divisions) prit part le 28 septembre à la conquête de la ligne des collines de Flandre. Le résultat des combats en septembre était brillant. L'attaque fut continuée le 14 octobre. Les Français et les Belges reprirent leur marche triomphale, les Anglais firent des prodiges de valeur à leur droite.

Le 17 octobre, l'ennemi était partout en retraite, il put seulement opposer une résistance sérieuse autour de Gand. L'esprit combatif des troupes était intense au point qu'au moment de l'armistice, le groupement des Flandres était disposé à livrer sa troisième bataille.

L'armistice eut comme conséquence la dislocation du groupement des Flandres.

Le Roi lui-même, se trouvait à Lophem, un village dans la banlieue de Bruges, avec des châteaux magnifiques, délicieux séjours d'été.

Le général Degoutte y avait aussi son quartier le long du chemin qui va du hameau Heidelberg vers Lophem village.

Le dimanche 10, l'ambassadeur d'Espagne exprima son inquiétude sur la situation à Bruxelles. Il se demandait si le Conseil des Soldats aurait l'autorité nécessaire, pour maintenir l'ordre. Il importait aussi de prendre des mesures pour la période transitoire, entre le départ des Allemands et l'arrivée des Belges. Il était bon de discuter dès maintenant cette question.

Pour cela l'ambassadeur avait demandé un passe-port, pour se rendre auprès du gouvernement Belge. Ce qui lui fut accordé. On mit à sa disposition une auto, celle du prince Ruprecht de Bavière. Mais il estima sage de se faire accompagner d'une personnalité influente. Monsieur Paul-Emile Janson, député de Tournai, fut désigné à cet effet.

Ils quittèrent Bruxelles le lundi matin, à 5 heures et demie. Abordant un drapeau espagnol et un drapeau blanc, ces messieurs rencontrèrent beaucoup de soldats allemands, mais ils traversèrent les lignes sans incidents et ils arrivèrent à Gand sains et saufs.

Ils s'arrêtèrent à l'hôtel de ville. Monsieur Anseele, faisant fonction Bourgmestre, décida de les accompagner à Lophem, pour saluer le Roi au nom de la ville, et préparer la réception du Roi. La cité des Van Artevelde venait d'être évacuée par l'ennemi.

Ils arrivèrent à Lophem à une heure et quart, ils furent reçus par le Roi, la Reine, le chef du cabinet, monsieur Cooreman et le chef d'état-major, général Ghislain.



Un lanceur de grenades

Cet entretien roula sur les événements politiques. Le Roi remit à Monsieur Janson une liste de personnalités qu'il aurait voulu consulter en vue de la formation d'un nouveau cabinet. Nos lecteurs en auront connaissance plus tard.

Le Roi s'était informé longuement de la situation de Bruxelles.

Ce fut le premier contact du Souverain avec sa Capitale. Celle-ci vivrait encore des jours tragiques avant la rentrée triomphale du Roi-Soldat.

Nous la décrirons après l'armistice. Les événements mentionnés maintenant eurent lieu avant le 11 novembre.

Revenons un moment à Anvers où le mouvement révolutionnaire était particulièrement puissant à cause de la présence des matelots.

Anvers voyait depuis plusieurs jours des cortèges de fugitifs et de soldats. Le mouvement était particulièrement intense à « La Tête de Flandre ». Les événements prirent rapidement une tournure révolutionnaire.

Un Conseil de Soldats et de matelots fut nommé, bientôt on assista à des scènes les plus étranges.

Aux remparts étaient postées des sentinelles. Au fur et à mesure que des transports arrivaient les soldats furent informés du nouvel état de choses. On obligea les officiers à déposer leurs insignes.

Tous de grades supérieurs ou inférieurs durent descendre des autos et laisser les voitures aux nouveaux maîtres.

L'ancien hôtel Weber était leur lieu de rassemblement.

Une garde en interdit l'accès et des délégués y pénétrèrent pour faire connaître aux puissants de hier, que leur temps était passé.

Comme ailleurs les officiers durent se défaire de leurs épaulettes, de leurs étoiles et céder leurs sabres.

Le Conseil des Soldats adressa une proclamation à la population. La guerre était finie, disait-elle, l'invasion avait été une injustice. Les Belges reprennent leurs droits et les Allemands quitteraient le territoire aussitôt que possible.

Quel bouleversement brusque. On eut instantanément l'impression de plus de liberté.

Quelques habitants partirent immédiatement en voyage pour la Hollande, faire visite à des amis et connaissances, ils passèrent les fils sans difficultés, moyennant un pourboire.

Anvers possédait des provisions importantes pour l'armée ; on y avait accumulé aussi beaucoup de butin. Un commerce étrange se développa immédiatement. On vit les scènes les plus étranges. A la gare du port, un soldat offrit en vente l'enveloppe d'un ballon d'observation. Un marchand en donna quelques marks, chargea l'immense volume et partit. On acheta, à des prix dérisoires, des chariots, des chevaux, des meubles, des vélos, des motos, des autos.

Les provisions de bouche avaient le plus de succès, des tonneaux de lard, de graisse, des conserves, etc., trouvaient facilement acquéreurs.

Il arriva qu'un objet vendu par des soldats fut ressaisi immédiatement par d'autres.

Ces derniers étaient au service du Conseil des Soldats qui voulut maintenir l'ordre. Nous verrons plus loin comment ce scandaleux commerce fut le commencement d'un pillage pratiqué sur une grande échelle.

* * *

Dans son ouvrage « La Furie boche à Anvers », M. René Vermandel écrit sur la Révolution les scènes très savoureuses qui suivent :

Sa Majesté la Révolution a fait son entrée chez nous aujourd'hui. En attendant que l'armée vaincue l'emporte dans ses haillons avec la malédiction de la population martyrisée, nous vivons sous sa dynastie.

Sa modération surprit tout le monde ; personne ne pouvait y croire. Elle apparut une révolution courtoise, ne le cédant guère en bon ton à un avènement au trône, et, pour autant que nous sachions, elle ne brisa aucun carreau, ni ne renversa de réverbère.

On en attendait infiniment plus de hurvari et d'exécutions, des détonations, des feux de peloton, des têtes sur des piques, toutes choses qu'on nous avait dépeintes comme les accessoires d'un drame révolutionnaire, du genre de celui qui eut lieu à Paris, il y a une bonne centaine d'années.

Que la vraie révolution fût en l'air, c'était plus que probable ; à Berlin, l'ouragan avait battu avec trop de violence pour qu'il n'en vint pas jusqu'ici au moins quelque ondée. Tous, nous avions vu de trop près la poudre et la mèche allumée pour nous émouvoir aujourd'hui à ce point d'un tel fracas.

Ce que nous contestations depuis des semaines était cette dégelée de l'arrogance, de la morgue des gradés. Les manteaux gris des officiers s'écartaient tout d'un coup discrètement devant les passants, et, peut-être était-ce pure imagination de notre part, mais les éperons ne sonnaient plus aussi hardiment aux talons des officiers. Les moustaches, plantées raides et pointes dressées, devenaient moins effilées et d'allure moins guerrière. Les « Herrn Oberst », si gros et gras que, hier encore, ils pouvaient à peine remuer la jambe, maigrissaient à vue d'œil. Ils regardaient maintenant leurs propres subalternes avec plus de considération dans le regard que de dédain.

Par contre, leurs hommes, surtout les marins, spécialistes connus en mutineries et révolutions, se



Combat entre un Anglais et un Allemand.

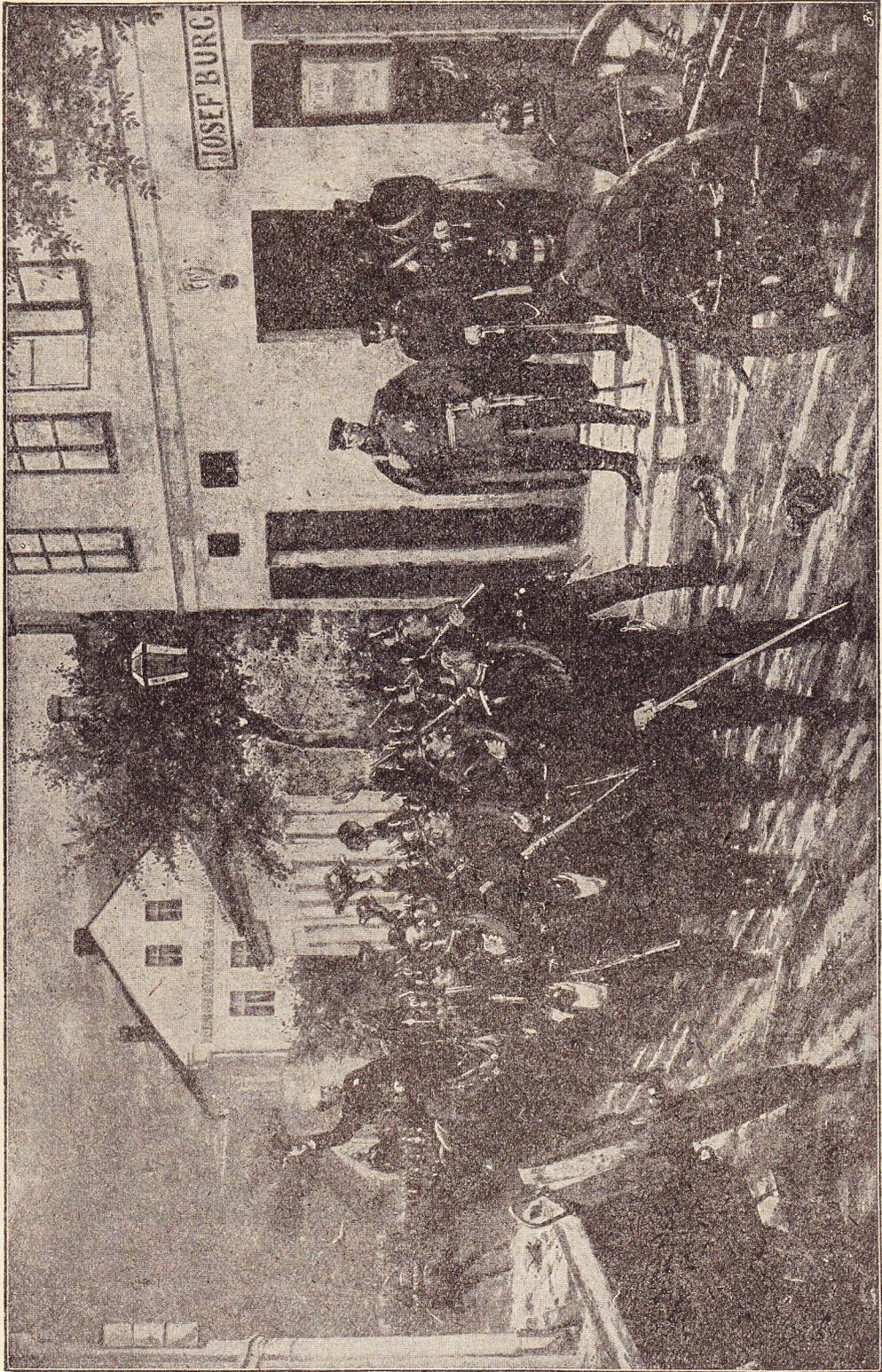
faisaient un malin plaisir à passer à côté de leurs supérieurs, sans prendre la moindre attention à leur présence naguère si redoutée. Où étaient les beaux jours, où d'apparition d'un officier les faisait se figer, aussi raids que des piquets, comme maintenus par une poigne de fer ? De tous côtés, se désagrégeait cette discipline de commande dont l'officier boche fit toujours plus de cas que n'en a jamais fait, de l'honneur du pays, le boche diplomate.

L'armée la plus discipline du monde avait dégénéré insensiblement en un foyer de mauvaise volonté et de révolte hargueuse. Il était évident que la magie du prestige s'évanouissait.

Il se réalisait ce que nous craignons qu'il n'arrive chaque fois qu'au cirque, nous voyons quelqu'un qui, avec un petit jouet d'enfant, fait se dresser

sur leur pattes de derrière, tous ensemble, douze éléphants ; — ou cet autre qui va provoquer le lion dans sa propre cage. C'est par un miracle de dressage qu'on avait obtenu des soldats cette discipline qui étonnera les siècles à venir.

Autre cause encore de méconnaître les principes d'autorité : la détresse de l'armée était devenue patente, il n'y avait plus à la masquer de belles paroles. Tout en parlait : les tuniques rapiécées, les mines épuisées des soldats, les mains gelées fourrées frileusement en poches, la faim dont souffraient les hommes, et qui, à la fin, les poussa à battre monnaie de tout leur fourniment. L'«allemand pauvre» était retombé dans sa pauvreté proverbiale : or, rien n'est aussi préjudiciable au prestige de l'autorité que de laisser ses serviteurs à jeun.



Le revers de la médaille. Les troupes allemandes en route pour la France en 1870 saluent le Kronprinz.

Enfin, ce que les soldats n'avaient osé jusqu'alors que dans les campagnes, ils l'osèrent à présent dans la grande ville opulente : mendier.

Ou était-ce par amitié, peut-être, que ce soldat autrichien me tendit la main en pleine avenue de Keiser? Il portait une tenue éraillée où des épingleS tenaient lieu de boutons et accepta quelque menue monnaie avec un «danke schon» (1) à chaque «pfen-

nig». Mais il se montra encore bien plus reconnaissant envers un enfant qui, sur la porte d'un magasin, lui tendait une tranche de pain. Il mordit dans la croûte durcie, à briser ses belles dents blanches. On en vit bien d'autres, d'ailleurs, à cette époque.

Une semaine environ avant la Révolution, trois marins dont la blouse large échancrée laissait voir leur poitrine rougeaude, frappèrent sur l'un des épaisses vitres du café Weber où quatre officiers étaient en train de se restaurer.

(1) Merci bien.

Tout d'abord, les supérieurs haussèrent dédaigneusement les épaules et tirèrent les rideaux, indifférents en apparence à cet outrage à leur prestige.

Mais les autres ne se découragèrent pas pour si peu, par un coin du rideau soulevé, une tête d'officier apparut, rouge, empourprée de colère et de mépris.

— Was ? leur jeta la tête couronnée.

Les soldats ne l'entendaient pas, mais pouvaient le lire sur les lèvres convulsées.

— A manger, fit l'un des jeûneurs d'un geste de la main qui dans tous les pays du monde signifie qu'on a faim. La tête rouge devint cramoisie de fureur et marmonna, bredouilla une foule d'injures pour montrer à quel point elle était irritée. Tout cela laissait les hommes du dehors complètement indifférents, avec d'autant plus de raison que l'épaisseur du carreau les empêchait de saisir aucune des paroles de la tête encôlée. Ils continuèrent à frapper, comme on fait au théâtre quand la prima-donna se dérobe trop longtemps à l'admiration d'un public enthousiaste.

Déjà, tout un cercle de badauds s'était formé autour des hommes qui tapaient, et les gens ne se firent point faute de s'amuser de cette gaminerie.

— Vas-y, Fritz, dit l'un des spectateurs, excitant le marin qui continua à frapper de plus belle.

— Ils en ont encore pleine les poches, hein ! Fritz, fit un autre.

— Hé ! Fritz ! quand vont-ils retourner chez eux, ceux-là ? interrogea un troisième.

Le rideau resta baissé, mais l'un des quatre mangeurs sortit et, faisant signe aux perturbateurs, il leur fit sentir, en les entraînant avec lui, tout ce que leur conduite avait de déplacé.

Il le mena dans un restaurant de sixième ordre, une cave, où il les fit manger à leur faim de ses propres deniers.

Quand on voit cela, on peut se dire que la magie de l'épaulette et de l'épée a perdu son pouvoir et que c'est désormais aux grands de trembler devant les innombrables petits.

Les éléphants et le lion avaient pris conscience de leur force, ou plutôt de l'impuissance de leurs dompteurs.

Mais tous les officiers, toutefois, n'étaient pas disposés à conjurer par un dîner la rébellion de leurs hommes.

Au rempart Ste-Catherine, un de mes amis vit un officier tirer un coup de revolver sur deux marins qui, sans se soucier de son rang, l'avaient, en le croisant, regardé d'un air provocateur.

Cette détonation fit s'évanouir sur le champ toute leur témérité, ils prirent leurs jambes à leur cou, ne témoignant plus que du courage du lièvre en semblable aventure.

En attendant, le crépuscule des dieux emplissait le firmament de Berlin : une étoile de première grandeur ne brillait plus davantage que les étoiles et autres lumières au déclin de la nuit. Trente années durant, cette étoile avait été le symbole d'une grandeur de convention et d'une puissance à qui la tradition et l'accoutumance conservent de la vie.

Aujourd'hui, après s'être terni et avoir pâli un moment, en face de l'éclat d'un nouvel astre dont l'aube avait paru, elle disparaissait pour ne plus jamais briller dans aucun ciel. L'empire allemand de Bismarck s'effondrait après moins d'un demi-siècle d'existence, et cela dans un tel chaos qu'il ne se trouvait personne pour accepter son héritage, à moins que ce ne fut sans bénéfice d'inventaire.

Ne fallait-il pas s'attendre à voir la révolution, triomphant dans la plus grande partie de l'Europe, gagner les territoires occupés ?

Ainsi que nous le disions au début de ces considérations, les choses allaient de la manière la plus simple du monde, presque pacifiquement, jusqu'à présent du moins, et à la confusion de ceux qui

avaient dépeint la révolution sous des couleurs de sang.

Le 10 novembre. Vers trois ou quatre heures de l'après-midi, comme d'habitude depuis une couple de semaines, il y avait grande affluence à l'avenue de Keyzer et dans les rues avoisinant la gare.

Quelque chose d'indéfinissable flottait dans l'air, quelque chose travaillait les esprits.

Les événements qui se préparent exercent une influence sur la prescience humaine, de même que les prochains changements de température sur le mercure.

Place de la gare, des milliers de curieux stationnaient, regardant quelques centaines de soldats qui manigançaient manifestement quelque chose.

Ceux-ci regardaient vers l'hôtel Holsters d'où sortaient, à l'instant, sept de leurs camarades.

Mandataires de tous les autres, ces sept-là étaient comme la mèche qui devait bientôt faire exploser la poudre de l'émeute avec une violence sans pareille.

Ces mandataires, me raconta un signor (1) qui paraissait au courant, étaient allés demander à Holsters la permission d'haranguer leurs camarades du haut du balcon du premier étage ; mais il semblait à la physionomie de ceux qui sortaient que le patron, qui peut-être craignait pour ses cristaux, ne les avait pas accueilli favorablement.

La révolution, avouons-le, avait à Anvers une réputation exécrationnelle. Ce fut d'ailleurs la dernière chose qu'on eut l'occasion de refuser ce jour-là aux rebelles.

Un bref conciliabule devant la porte et voilà que les mandataires pénètrent en coup de vent dans l'hôtel de l'« Aigle Royal » où il y avait également un balcon du haut dequel on pouvait sans crainte proclamer la révolution.

Ils ne devaient certes pas en avoir sollicité l'autorisation, car on les vit presque aussitôt apparaître au balcon. La foule des soldats les saluèrent de hurras, auxquels se joignirent les civils. Il suffisait à ceux-ci de savoir qu'on méditait de faire un croc-en-jambe au régime tant haï qui faisait ici la loi depuis quatre ans et par qui rien n'avait été omis pour se faire abhorrer. Les voilà donc, tous les sept ; l'un d'eux prend la parole.

Il étendit la main ; aussitôt les clameurs s'apaisèrent. C'était un beau gaillard, en pleine force de l'âge, élancé, l'œil vif et les cheveux noirs. Il était pâle, mais cette pâleur devait lui venir de l'émotion de poser un tel acte.

Très maître de soi, il parlait par phrases courtes et nettes ; on voyait qu'il savait où voulait en venir.

Au début, nous ne comprenions pas des mieux. Assez éloigné, il s'adressait plus à ses camarades qu'à nous.

— Que celui qui peut faire mieux que moi vienne franchement ici ! cria-t-il aux soldats. Mais ceux-ci opposèrent des « Nein ! Nein ! » énergiques, en l'engageant à continuer.

— Les forts 2, 3 et 4 sont déjà entre nos mains, poursuivit-il tranquillement, en faisant de cette nouvelle comme le présent de joyeuse-entrée de la Révolution.

— Hoch ! Hoch ! hurlèrent les allemands.

— Nous exigeons ceci, lança-t-il. Et ce garçon, la face pâle entre les cheveux noirs, était plus catégorique, plus péremptoire qu'un empereur. « Nous exigeons l'abolition immédiate de la police secrète. »

D'un geste du bras, il réprima une nouvelle tempête d'applaudissements.

— Il faut qu'on reconnaisse notre Conseil des Soldats, lança-t-il du haut de la tribune, et il annonça encore une série de revendications qui constituaient pour l'instant tout le programme révolutionnaire.

(1) Signor : surnom donné aux Anversoises au temps de l'occupation espagnole.



Quai d'abordage des Anglais à Boulogne.

La révolution, jusqu'à ce moment, avait su se garder les mains propres. Elle n'avait pas encore fait de faux-pas, ni conçu de desseins blâmables ; en puissance des grands jours à naître, elle créait encore cette foi qui fait les martyrs.

Ensuite, le meneur parla de la guerre. Il rappela tout ce que les «Kameraden» avaient souffert au cours de ces quatre années, — quatre siècles —, dans les tranchées, en rase campagne, dans les hôpitaux. Et tout cela pour rien, vainement, inutilement. Tout cela, «Lügen, Lügen und Falschheit und Betrüglichkeit!» (1) Du «feldwebel» ou Kaiser, «Lügen und Betrügerei.» (Mensonges et duperie). Mais c'en est assez, nous sommes redevenus des hommes, affirma-t-il, au lieu d'enfants que nous étions. Assez de millions de meurtres, de millions de morts, de millions de mutilés. Finis, toutes les marques de respect à des gens qui ne nous valent pas, qui ont compté et spéculé sur notre résignation, sur notre soumission par trop avilissante... Il n'y a plus d'officiers, mais aucun est libre de saluer les siens. Il n'y a plus de régiments différents. Il n'y a plus que des soldats qui veulent s'en retourner chez eux, qui veulent la paix, qui veulent travailler au lieu d'assassiner, qui veulent être traités en hommes et non comme des animaux, qui sont fatigués de l'esclavage et ne veulent plus être menés de force à la boucherie.

Mille poings tendus confirmèrent solennellement

(1) Des mensonges, des impostures, dissimulation, duperie.

ces paroles énergiques qui embrasaient tous les cœurs.

Alors, se découvrant, l'orateur arracha quelque chose de son bonnet et ses compagnons l'imitèrent, avec un geste qui valait tout un discours et qui, en d'autres circonstances, eut peut-être prêté à rire.

Presque tous les soldats présents suivirent cet exemple ; eux aussi renonçaient à toute distinction, à tout grade. C'était leur serment de fidélité, leur manière d'approuver ces paroles simples, froides, mais combien vraies auxquelles leur simplicité prêtait la gravité d'un nouvel évangile et qui avaient pour eux toute l'importance d'une parole qui, de le prononcer, peut vous coûter la vie.

Les sept hommes disparurent comme par enchantement du balcon, comme ils y étaient venus.

Après avoir soufflé sur le feu, il fallait battre le fer tant qu'il était chaud. Déjà, ils apparaissaient à l'entrée, accueillis par de nouveaux applaudissements. Immédiatement, ils se mirent à marteler un chant de toute la force de leurs jeunes poitrines ; ils allaient maintenant forger sur l'enclume de la révolution les actes exigés par leur nouveau serment.

A l'avenue de Keyser, des groupes de quatre, cinq ou six se formèrent. A présent, les revolvers faisaient leur apparition. Que de fois, en ces jours de danger et de souffrance où, entre les mains des chefs, jouant avec leurs vies comme ils jouent avec ses écus, ils n'étaient qu'un outil, que de fois, et depuis combien de temps n'avaient-ils pas désiré, prévu, appelé cette heure.